

## L'Europe et l'islamisme politique

*Álvaro de Vasconcelos*

L'islamisme politique, qu'on l'admette ou pas, domine aujourd'hui les rapports entre l'Europe et le Maghreb. Puisqu'il y a tellement de parti-pris et de confusions volontaires et involontaires dans tout ce qui touche à l'Islam et à l'islamisme, il vaut mieux préciser dès le début ce j'entends exactement par islamisme politique: un courant politique nationaliste, qu'il soit extrémiste ou pas, qui a des traits propres dans chaque pays mais qui a en commun le but d'instaurer l'Etat islamique et de changer donc la nature des régimes en place. L'islamisme politique est désormais la grande variable qui détermine les décisions politiques des gouvernements maghrébins. Cette raison suffirait, mais elle n'est pas la seule, pour que l'islamisme politique conditionne à son tour fortement la politique européenne concernant la région. C'est là un premier constat: le phénomène islamiste fut l'arrière-pensée de tous à la Conférence de Barcelone, et ce non-dit sous-tend plusieurs options prises, aussi bien dans le domaine économique que politique.

La crise s'est déclenchée en Algérie, prise dans un cercle de fer et de sang qui tenaille la société tout entière. Elle s'annonçait pour le Maghreb depuis des années, depuis le début des années 1980 en tout cas, presque évidente dans le mélange de difficultés économiques et

croissance démographique, et par conséquent accroissement du chômage et de la pauvreté surtout dans les villes, de pair avec un déficit de légitimité politique des pouvoirs en place que l'ébauche d'ouverture politique entamée vers la fin des années 80 n'arrive pas à combler. La montée des tensions est on ne peut plus claire depuis le processus électoral algérien de 1990, et prend finalement une dimension européenne évidente avec les attentats en France en l'été 1995. L'idée que les Européens se font de l'islamisme politique est d'ailleurs très influencée par les attentats sur le territoire français, comme elle l'avait été quatre ans plus tôt, lors de la guerre du Golfe, par les manifestations populaires de soutien à Saddam Hussein et de rejet de la coalition vue comme 'occidentale' en dépit de la participation de pays arabes, comme elle l'est toujours par la révolution en Iran.

Pour gérer la crise algérienne et pour en prévenir l'hypothétique débordement à la région maghrébine, il ne suffit pas d'agir dans le seul domaine économique. Le domaine proprement politique est indispensable. Et pourtant, la démarche qui consiste à vouloir tout résoudre par la voie du seul développement économique — auquel l'Europe est supposée contribuer avec plus d'investissements, plus de commerce, plus d'aides financières — connaît encore, au Sud comme au Nord, des défenseurs fervents. Elle s'accompagne d'ailleurs d'une dérive sécuritaire dangereuse allant jusqu'à considérer l'armée comme l'ultime bastion contre l'assaut islamiste dans le monde musulman.

Un deuxième constat s'impose de lui-même: les pays de l'Union européenne n'ont pas encore pu s'accorder sur une position ou du moins une approche commune en ce qui concerne l'islamisme radical. Les pays du Maghreb non plus, les différences persistent quant à l'attitude à prendre devant le phénomène, dont la dimension et les contours varient d'ailleurs d'un pays à l'autre. Le Maroc semblait il y a peu moins 'atteint' que la Tunisie et beaucoup moins que l'Algérie. Il est pourtant indéniable que, outre l'aggravation des conditions sociales qu'on ne cesse de mettre en relief comme cause première,

l'étouffement du champ politique alternatif favorise bien évidemment la croissance des partis islamistes. Les perceptions négatives d'un ordre international injuste, qui les met en marge, entretenues par les opinions publiques maghrébines n'en offrent pas moins un terrain fertile à la poussée de l'islamisme politique.

Les analyses des chercheurs qui ont participé à ce projet confirment en effet les nuances importantes qui marquent les attitudes des régimes et des élites au Maghreb par rapport au phénomène de l'islamisme politique: ils distinguent toute une série de nuances entre la position la plus dure de l'exclusion totale et celle de l'inclusion limitée des mouvements islamistes dans le champ politique. Selon la grille de lecture proposée, il est possible de distinguer au Maghreb grosso modo trois attitudes ou modèles pour ce qui est du traitement politique du phénomène islamiste: les *éradicateurs*, contraires à toute participation des courants islamistes radicaux dans le champ politique — c'est le cas de l'Algérie actuelle et, dans des conditions tout à fait différentes, celui de la Tunisie; pour ne pas parler de la Libye où toute contestation du régime, qu'elle soit islamiste ou pas, est sévèrement réprimée. L'*assimilation* (appelée aussi *cooptation*), c'est-à-dire l'incorporation contrôlée et limitée dans l'espace politique, n'allant toutefois jusqu'à la participation aux élections, dont l'exemple est à présent le Maroc. Les *intégrationnistes*, finalement, qui considèrent qu'il est intenable (et contre-productif) de bannir de la vie politique des forces qui, en dehors de tout jugement valoratif, représentent une part importante de la population, pourvu qu'elles renoncent explicitement à la violence; c'est l'attitude préconisée aujourd'hui par les signataires de la Plate-forme de Rome et adoptée jadis par la Tunisie après Bourguiba, au début de l'époque de Ben Ali, et par l'Algérie au temps de Chadli. Une quatrième attitude, qui peut être classée comme intégrationniste à outrance, est celle de la «*régression féconde*», qui consiste à considérer que le passage des islamistes radicaux par le pouvoir est une expérience historiquement nécessaire ou inévitable, leur échec certain étant supposé garantir la perte d'appui populaire. Le parallèle

avec la célèbre phrase de Kissinger qui voulait que le Portugal joue le rôle de «vaccin anticommuniste» de l'Europe vient tout de suite à l'esprit, et ne fait sourire, vingt ans passés, que parce que ni les Portugais ni les démocraties européennes n'ont cru en la fécondité potentielle d'une telle régression.

Un troisième constat, que nous apportent de manière éclatante les trois chapitres sur l'Europe, la France en particulier, est que l'islamisme politique n'est plus un problème qui ne touche que l'autre rive de la Méditerranée, qui ne concernerait que les pays du Sud et n'intéresserait les Européens qu'en tant que question de politique étrangère. L'islamisme politique est devenu bel et bien une affaire de politique interne en Europe.

Les passerelles entre politique interne et politique étrangère, on le sait, ne sont pas rares. Mais voilà un aspect où elles prennent une ampleur inquiétante et se prêtent à bien des glissements. L'Europe traverse une période de crise sociale et se rend compte que le chômage, avec son corollaire d'exclusion sociale, est peut-être impossible de ramener à des niveaux acceptables. Et c'est dans ce contexte que le problème de l'immigré, et plus largement de l'étranger, prend une ampleur particulière. Les courants d'extrême droite exploitent de façon éhontée cette problématique, pour en faire un tremplin électoral et un fer de lance contre l'Europe, dont ils déplorent le manque de "pureté" et l'excès de perméabilité. Les positions face à l'islamisme politique se trouvent donc plus conditionnées par la dimension des communautés musulmanes (qui ne sont majoritairement d'origine maghrébine qu'en Europe du Sud et en Belgique) et le degré de succès de l'intégration de ces communautés — désormais européennes, faut-il le rappeler — dans le corpus social des pays concernés. Les notions superposées et indifférenciées d'Islam, islamisme et terrorisme qui sont présentes dans l'imaginaire européen semblent parfois s'imposer sans rapport avec les communautés musulmanes en Europe. La superposition entre le renouveau religieux dans le monde musulman et l'islamisme

politique radical s'amplifie d'ailleurs par l'identification entre islamisme et monde arabe — même si, en Angleterre, par exemple, la majorité des communautés musulmanes ne sont point arabes mais de souche paquistanaise ou indienne, et en Allemagne elles sont très majoritairement turques d'origine.

Les Européens reflètent dans leurs politiques à l'égard du Maghreb aussi bien l'attitude des masses que celle des élites, et tendent, selon des facteurs aussi bien intérieurs qu'extérieurs à leurs sociétés, à se ranger de façon plus ou moins nuancée du côté des intégrationnistes ou des éradicateurs. Entre les partisans de l'intégration, plus nombreux dans les pays nordiques (où il y a toutefois quelques sympathisants de la «régression féconde»), aux partisans des éradicateurs, courant avec plus d'expression en France, restent à mi-chemin les autres pays de l'Europe du Sud. D'une part, ils reconnaissent que l'enjeu est d'une importance toute particulière pour la France. D'autre part, tout en prenant part au processus de coopération entre les ministères de l'Intérieur d'Europe et du Maghreb, ils se font plus insistants en ce qui concerne le besoin de dialogue entre les différentes forces politiques maghrébines, et encouragent avec plus ou moins de conviction les efforts d'ouverture politique.

Les travaux réunis en ce volume, et les débats qu'ont eu lieu dans le cadre de leur élaboration, permettent de dégager quelques éléments de ce qui devrait être une politique européenne concernant l'islamisme politique. Ces quelques lignes de conclusion n'engagent pourtant que leur auteur.

Soulignons préalablement qu'il est indispensable de bien saisir le phénomène islamiste, y compris sa signification et son ampleur particulière dans chaque pays, ses retombées sur l'Europe — et donc se garder en définitive contre toute généralisation et tout simplisme.

Ensuite, et premièrement, il faut absolument faire la différence entre Islam et islamisme politique, et de même entre islamisme politique et terrorisme — et donc éviter tout amalgame ou

superposition. Cela exige bien entendu un effort et une volonté de précision en ce qui concerne le discours politique; mais aussi un effort de connaissance réciproque que ne saurait négliger l'enseignement de l'histoire, y compris des religions et des civilisations.

Deuxièmement, il est nécessaire de comprendre les limites des mesures de nature économique et sociale, qu'il ne faut pour autant négliger mais qui doivent être appliquées dans un contexte de réformes politiques démocratiques qui permettent aux secteurs de la société qui se sentent exclus, y compris ceux qui se sentent représentés par les courants de l'islamisme politique, de prendre part dans la vie publique. Cela revient à accepter que des courants non-démocratiques, du moment qu'ils refusent explicitement la violence, puissent participer à la vie politique.

Troisièmement, la mise en place de la zone de libre échange qui devra regrouper à terme l'ensemble des pays du Partenariat euro-méditerranéen doit être accompagnée de mesures de portée sociale visant à adoucir l'impact de la libéralisation et la brutalité des ajustements structurels en cours.

Quatrièmement, il faut mettre en valeur, dans les rapports euro-maghrébins, la problématique de la démocratie, des droits de l'homme, de la tolérance — et cela ne suppose nullement une approche univoque, mais au contraire la discussion de ces questions en ce qui concerne l'Europe, où se pose la question des droits des immigrés et plus généralement celle du respect du droit à la différence culturelle ou religieuse. En ce qui concerne à la fois le Maghreb et l'Europe, le respect des droits de l'homme concerne autant l'action des gouvernements que celle des groupements politiques, y compris les islamistes. Il faut reconnaître en outre, comme il a été prouvé encore une fois en Algérie, que la transition démocratique est un processus et non pas un changement soudain qui intervient par la seule réalisation d'élections, aussi libres et pluralistes qu'elles soient.

Cinquièmement, la lutte contre le terrorisme — qui doit sans aucun doute être poursuivie sans faille — ne peut pas se transformer

en soutien de mesures de répression contre les oppositions aux régimes.

Dernièrement, pour ce qui est du domaine de la sécurité méditerranéenne proprement dite, il est important que les dialogues entrepris soit dans le cadre du Partenariat euro-méditerranéen, soit dans le cadre de l'UEO ou de l'OTAN se concentrent sur des questions de sécurité extérieure, veillant à bien distinguer entre les questions militaires et les questions de sécurité intérieure.

L'Islam est aujourd'hui une religion *européenne*. On ne le répètera jamais assez. Ses fidèles se comptent par millions et représentent une proportion non négligeable de la population en Angleterre, en Allemagne ou en France. Pour les Européens 'de souche' et 'd'importation' confondus, les questions qui se posent ici touchent à la fois à la survie du modèle européen en tant que tel et à l'avenir de la construction européenne en accord avec ce modèle. L'Europe sera multiculturelle, multi-religieuse, ou elle ne sera pas. Son devenir se joue donc en grande mesure dans l'intégration de l'Islam et de ses fidèles dans les sociétés européennes.